

La **R**ésolution **A**miable des **D**ifférents à Genève

- Tour d'horizon -

Table des matières:

1. Justice plurielle et modes pluriels
2. Réinventer la RAD : Platon, Nicolas de Flue et le Conseil fédéral
3. L'archétype : l'art. 44 al.3 Cst fédérale
4. La Médiation : état des lieux
5. La Conciliation : état des lieux
6. La RAD : Pourquoi ?
7. La RAD : Comment ?

1. Justice plurielle et modes pluriels

- Justice plurielle

Justice amiable

- Négociation
- Médiation
- Conciliation

Justice contentieuse

- Arbitrage
- Procès civil

Cas mixtes

- Méd'arb
- Conciliation par juge du fond

- Modes pluriels

Modes non étatiques

- Négociation
- Médiation conventionnelle
- Conciliation conventionnelle
- Procédure arbitrale

Modes étatiques

- Conciliation préalable
- Médiation judiciaire
- Conciliation par juge du fond
- Procédure civile

2. Réinventer la RAD

PLATON

"Il faut que ceux qui ont des griefs les uns contre les autres commencent par trouver...(un tiers) : qu'ils aillent vers les tribunaux dans le cas seulement où d'aventure on n'aura pas reçu une solution qui règle convenablement le différend".

(Les Lois, VI, 767).

NICOLAS DE FLUE

"Efforcez-vous de recherchez avant tout la paix."

(Lettre aux autorités de Berne)

CONSEIL FEDERAL

"L'action judiciaire doit être l'ultime moyen de régler une situation litigieuse... Le règlement à l'amiable (des différends) a la priorité"

(Message relatif au Code de Procédure civile du 28 juin 2006, page 20).

3. L'archétype : l'art 44 al.3 Cst fédérale

"Les différends entre les cantons ou entre les cantons et la Confédération sont, autant que possible, réglés par la négociation ou par la médiation."

4. La Médiation : état des lieux

Taux de succès de la Médiation en Suisse, commercial non compris : plus de 70 %
(rapport de la FSM, 2009)

Taux de succès de la Médiation commerciale en France (CMAP) et en Grande-Bretagne (CEDR) : plus de 80 %

Proportion du contentieux judiciaire envoyé ou aiguillé en médiation

A. Aux Pays-Bas : 30 % env. pour les affaires civiles et commerciales
40 % env. pour les affaires familiales

B. A Genève : moins de 4 % du contentieux civil est aiguillé vers la médiation
(statistiques des Tribunaux Et de la Maison de médiation, par recoupement) pour les affaires familiales

Ainsi depuis son entrée en vigueur, la loi sur la médiation civile n'est pratiquement pas ou peu appliquée par les tribunaux civils du Canton; rien ne permet de penser que le CPC changera fondamentalement la situation.

5. La Conciliation : état des lieux

Taux de succès conciliatoire:

A. En Suisse : 1. affaires civiles et commerciales entre 40 et 70 % selon les Cantons
(séminaire de Gerzensee, fév.2009)

2. baux et loyers 47,18 % sans procédures d'évacuation 257 d CO
(statistiques OFL du 22 sept.2009)

B. A Genève : 1a. affaires civiles et commerciales : 6,3 %
(compte-rendu de l'activité du PJ en 2008,p.20)

2a. baux et loyers : 42 % en 2008 avec procédure d'évacuation,
soit 16 % de plus que l'an précédant (idem, p.24);
en 2009 : 50 %

NB. Dès 2011, la CBL sera (serait) rattachée au TPI, avec le risque résultant des chiffres ci-dessus et de l'inefficacité de la conciliation par le tribunal depuis 2 siècles, que Bellot avait déjà relevé au début du XIXème siècle !

6. Pourquoi la RAD ?

Parce qu'elle est

PLUS HUMAINE

PLUS RAPIDE et

PLUS DURABLE que le procès civil, et aussi

MOINS COUTEUSE pour les personnes

MOINS COUTEUSE pour les entreprises

MOINS COUTEUSE pour l'Etat

7. Comment sortir la RAD de son état d'arriération actuel ?

- 7.1. En consacrant son importance dans la Cst de GE, à l'instar de la Cst fédérale et de Cst cantonale (FR) (voir ci-dessus chiffre 3)
- 7.2. En donnant une formation OBLIGATOIRE ET ADEQUATE (15 jours) aux avocats et magistrats (art. 13 et 14 LOJ)
- 7.3. En modifiant notre vision du conflit (une opportunité et non une fatalité, une occasion de créer de la plus value par la négociation raisonnée pour toutes les parties, un moyen de restaurer ou transformer les liens entre les parties), tandis que le jugement est une solution morte à un problème mort, avec un gagnant et un perdant qui va chercher à prendre sa revanche à la première occasion, et ceci :
 - a) dès l'école par la MEDIATION SCOLAIRE PAR LES PAIRS
 - b) en fin de scolarité obligatoire avec le cours de droit
 - c) à l'Université en introduisant des ateliers RAD (ADR Workshop) comme on le fait à Harvard depuis plus de 20 ans.

Note

formations récentes destinées aux magistrats et avocats

- 1) Journée de formation continue sur le RAD dans le nouveau code de procédure civile, Lausanne, organisée par le CEDIDAC et Gemme-Suisse, le 28 octobre :
 - 166 participants, dont ... **3 magistrats genevois.**

- 2) séminaire sur l'analyse des conflits et l'envoi en médiation, La Haye, organisé par le MJ des Pays-Bas et Gemme-Pays-Bas, les 17 et 18 novembre :
 - **aucun magistrat suisse inscrit**

- 3) sensibilisation à la négociation, à la médiation et à la conciliation, Genève, organisé par le PJ (NeMeCo) dernièrement .
 - sur 15 magistrats et juges suppléants participants : **aucun juge du tribunal**

Annexe

PROPOSITION D'UN ARTICLE CONSTITUTIONNEL SUR LE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

1. Le Règlement amiable des différends a la priorité. Les Autorités du Canton encourageront le règlement des différends par la négociation, la médiation, ou la conciliation. Elles prendront à cet effet les mesures d'information, de sensibilisation et de formation nécessaires.
2. L'Etat, les Communes, les Fondations et les autres entités de droit public ou semi-public privilégieront le recours à la négociation, à la médiation ou à la conciliation avant d'agir ou de défendre devant les Tribunaux.
3. Les magistrats du Pouvoir judiciaire encourageront les parties à un litige à recourir à la négociation, à la médiation ou à la conciliation dans toutes les causes qui s'y prêtent et à tous les stades de la procédure.
4. Les Autorités de l'instruction publiques introduiront graduellement dans les Ecoles, Cycles d'orientation et Collèges du Canton la médiation scolaire par les pairs.
5. Les futurs magistrats et avocats recevront lors de leurs études universitaires ou postuniversitaires une formation adéquate et suffisante sur la gestion des conflits, en particulier en matière de négociation, de médiation et de conciliation.

Genève, le 13 novembre 2009